

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 41 (2014)
Heft: 3

Artikel: L'engrenage du système politique est grippé
Autor: Müller, Jürg
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-911818>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 01.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«Ce sont toujours les autres qui sont trop nombreux»

L'approbation de l'initiative contre l'immigration de masse met la politique suisse sous pression. Ses conséquences sont les plus graves depuis les vingt dernières années car elle remet en question le consensus minimal de politique européenne fonctionnant jusqu'à présent en Suisse. Et bientôt, la Suisse fera face à une autre initiative sur l'immigration, encore plus radicale.

Par Jürg Müller

«On ne peut pas laver la peau du mouton sans mouiller la laine.» En citant ce vieux proverbe en mars 2014 lors des débats du Conseil national sur la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse, le président du groupe parlementaire UDC Adrian Amstutz a parfaitement décrit la situation et admis ainsi indirectement que depuis la votation de la nouvelle disposition constitutionnelle le 9 février, la Suisse est confrontée à de colossales difficultés en matière de politique intérieure et européenne. En effet, indépendamment de la concrétisation de la future politique suisse d'immigration, les relations de la Suisse avec l'Union européenne sont mises à l'épreuve.

Le consensus minimal actuel entre presque toutes les forces politiques en Suisse sur la voie bilatérale s'effrite. Depuis le refus du peuple d'adhérer à l'Espace économique européen (EEE) en 1992, la voie bilatérale était la solution royale de la politique européenne helvétique. Même l'Union démocratique du centre (UDC), qui faisait traditionnellement preuve d'un grand scepticisme à chaque rapprochement de la Suisse avec l'UE, avait fondamentalement approuvé cette politique. Pendant la campagne de votation pour l'initiative contre l'immigration de masse, elle n'a d'ailleurs pas remis en cause les accords bilatéraux et, officiellement, elle est toujours de cet avis. Martin Baltisser, secrétaire général de l'UDC, pense que les relations avec l'UE doivent être réglées par la voie bilatérale mais que tout dépend du contenu réel des accords.

Les accords bilatéraux attaqués sur deux fronts

Il est toutefois évident qu'aux yeux de l'UDC, la voie bilatérale ne jouit plus de la plus haute priorité. La droite veut tirer profit de la dynamique lancée et déterminer à sa guise le cours de la politique européenne. Elle est pour cela tout à fait prête à risquer d'autres dommages dans les relations avec l'UE. Le président du groupe parlementaire UDC n'a laissé planer aucun doute à ce sujet lors des débats du Conseil national en mars: «Si je peux choisir entre la poursuite d'une immi-

gration démesurée qui nuit à ce pays et les accords bilatéraux, je choisis de protéger ce pays, point.»

Selon l'analyse VOX, dans laquelle l'institut gfs.bern analyse scientifiquement les votations, la majorité des partisans de l'initiative de l'UDC savaient pertinemment que son approbation pouvait menacer les accords bilatéraux. Les électeurs ayant voté en sa faveur ont donc accordé une plus grande importance au contrôle autonome de l'immigration qu'à une relation ordonnée avec l'UE. Cette analyse révèle que la voie bilatérale soutenue lors de toutes les précédentes votations est désormais controversée au sein de la population.

L'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN) souffle sur les braises. Elle veut supprimer les accords bilatéraux et régler les relations avec l'UE uniquement par le biais d'accords de libre-échange. Pirmin Schwander, président de l'ASIN et conseiller national UDC, écrit sur le site web de son organisation que les «Accords bilatéraux 1» et les «Accords bilatéraux 2» doivent être remplacés par un meilleur accord de libre-échange et que l'ASIN ne veut plus d'accords

bilatéraux contraires à l'intérêt de la Suisse. Il souhaite également rompre avec les mesures préjudiciables des Accords bilatéraux 1 et 2 – en clair la libre circulation des personnes et Schengen/Dublin – qui, selon lui, accélèrent l'adhésion à l'UE, voire sont explosives, et nuisent non seulement à la démocratie directe, mais aussi à l'économie nationale. Le directeur de l'ASIN, Werner Gartenmann (UDC), a confirmé que son organisation travaillait au lancement d'une initiative populaire pour un simple accord de libre-échange, dont elle est en train de peaufiner le contenu. Pour lui, les résultats du 9 février ont explicitement ouvert un débat de principe sur l'UE. C'est également ce que constatent les partis de l'autre côté de l'échiquier politique, comme le Parti socialiste (PS) et les Verts, qui se montrent encore plus résolus qu'avant à poursuivre le rapprochement avec l'UE et n'excluent pas une adhésion.

Des forces centrifuges de plus en plus fortes

Les socio-démocrates avaient déjà inscrit au programme de leur parti en 2010 leur sou-

hait d'entamer rapidement des négociations d'adhésion avec l'UE. Mais ils n'ont jamais vraiment suivi de stratégie offensive, notamment du fait du scepticisme ambiant. Le président du groupe parlementaire socialiste Andy Tschümperlin rappelle le point de vue de la direction de son parti, dont l'objectif primordial est d'appliquer l'initiative contre l'immigration de masse de telle sorte que les accords bilatéraux en place et leur évolution ne soient pas remis en question. En cas d'échec, le peuple doit pouvoir se prononcer sur l'avenir des relations avec l'Europe. Le PS demande que toutes les options de politique européenne soient examinées. Andy Tschümperlin exige que le Conseil fédéral présente dans une analyse comparative les éventuelles répercussions d'une adhésion à l'UE et de la poursuite de la voie bilatérale, avec ou sans nouvelle solution institutionnelle.

Les forces centrifuges au sein des partis de gouvernement se sont donc considérablement renforcées: l'UDC se distancie encore plus franchement de l'UE alors que le PS n'exclut plus l'adhésion, et la plupart des

L'engrenage du système politique est grippé

Rares sont les pays où le peuple participe autant qu'en Suisse à la vie politique nationale. Le modèle de démocratie directe est une réussite. Toutefois, l'évolution de la fonction et du rôle des initiatives populaires révèle que le système politique de la Suisse fonctionne moins bien aujourd'hui qu'avant.

En politique, les initiatives populaires sont un «marché de croissance», dont l'activité est particulièrement florissante actuellement. Les chiffres parlent d'eux-mêmes: depuis l'introduction de l'initiative populaire en 1891, 423 initiatives ont été lancées. Actuellement, neuf initiatives sont au stade de la récolte des signatures et 20 autres sont sur la table du Conseil fédéral et du Parlement ou déjà prêtes à être soumises au peuple. Depuis 1891, 189 projets ont fait l'objet d'une votation, mais seulement 21 ont été acceptés par le peuple. Et voici les chiffres les plus intéressants: au cours des 100 premières années, entre 1891 et 1990, seules neuf initiatives ont obtenu la majorité alors qu'on en compte 13 depuis 1990.

Depuis 25 ans, la probabilité qu'une initiative populaire soit approuvée par le peuple est donc bien plus élevée qu'avant. Il n'y a aucune explication claire et incontestée à cela. Silja Häusermann, professeure de sciences politiques à l'Université de Zurich, observe que jusqu'au début des années 90, les initiatives populaires étaient surtout utilisées par la gauche pour s'opposer en tant que minorité au bloc des partis bourgeois alors encore plus ou moins fermés. Elles n'obtenaient pas souvent la majorité, mais c'était un moyen d'introduire de nouvelles idées dans la politique. Dans bien des cas, même des initiatives ayant échoué ont déclenché des débats, et parfois même des processus de réforme, qui aboutirent après plusieurs tentatives.

Aujourd'hui, les initiatives ne sont plus l'apanage de la gauche et des Verts. Les institutions et partis bourgeois et de droite, en particulier l'UDC et les organisations dont elle est proche, y recourent également. Elles sont aussi souvent utilisées comme instruments de marketing dans les campagnes électorales afin d'exploiter l'indignation publique ou d'imposer des intérêts particuliers.

Un système paradoxal

Les initiatives populaires sont souvent difficilement applicables, surtout si elles ne sont pas compatibles avec d'autres principes constitutionnels ou avec le droit international. Ce qui cause l'indignation des initiateurs: l'UDC fait pression avec ses «initiatives de mise en œuvre», elle menace aussi d'y faire appel pour l'initiative contre l'immigration de masse. Cette obstination à appliquer au pied de la lettre torpille la culture politique éprouvée de l'équilibre et du compromis, dont la Suisse est si fière.

Silja Häusermann y voit une sorte de paradoxe: l'utilisation toujours plus fréquente des outils de démocratie directe est un signe que le système politique de la Suisse fonctionne moins bien. En effet, notre démocratie est basée sur le consensus. À l'origine, les droits du peuple avaient un «effet préventif»: les acteurs politiques devaient trouver des compromis solides afin de ne pas avoir à recourir à des référendums ou initiatives. Silja Häusermann pense que l'engrenage de ce mécanisme fragile est aujourd'hui grippé et que cela est dû à la polarisation des partis et à la compétition plus vive qu'ils se livrent aujourd'hui entre eux.

JÜRIG MÜLLER

Méti-méto de titres d'initiatives populaires

